

Le très hon. M. Gardiner: Quelle partie de l'établissement de chemins de fer et d'industries aux États-Unis a été financée au début par la Grande-Bretagne?

M. Coldwell: Je sais à quoi m'en tenir là-dessus.

L'hon. M. Pearson: Cela en a-t-il fait une colonie?

M. Coldwell: Je sais très bien qu'une bonne partie de l'implantation d'industries aux États-Unis a été financée par la Grande-Bretagne. Nous sommes d'accord sur ce point. Cependant, les placements anglais ont diminué avec le temps. L'ennui, chez nous, c'est que plus nous devenons puissants, plus la domination américaine augmente. Voilà la différence.

L'hon. M. Pickersgill: La statistique ne vous donne pas raison.

Des voix: Asseyez-vous!

M. le président suppléant: Si le député de Rosetown-Biggan ne se rassied pas, le ministre ne pourra pas poser de question.

M. Coldwell: Je me suis rassié deux fois. Je crois m'être montré très généreux. Voici ce que je veux dire au ministre de l'Agriculture: le Gouvernement dont il fait partie peut trouver presque 200 millions de dollars (je crois que c'est cela; il faut évidemment soustraire les 35 millions que fournit l'Ontario) pour une entreprise américaine, quand il est incapable de trouver 50, 60 ou 70 millions pour aménager le barrage du bras du sud de la rivière Saskatchewan. Il n'est pas capable, non plus, de trouver des fonds pour aider au relèvement de régions périlicites des provinces Maritimes. Il est incapable de mettre à exécution le plan qu'a préconisé le général McNaughton pour le bassin du Columbia. Il n'a pas d'argent pour améliorer le sort des vieillards pensionnés. Il n'a pas le sou pour établir un programme national d'hygiène. Mais il peut trouver près de 200 millions de dollars pour une société américaine. Voyons encore ce que disait M. MacKenzie King.

M. Knowles: Son ombre va hanter le cabinet ce soir.

M. Coldwell: Voici ce qu'il disait:

Il dit: "Nous ne vous permettrons même pas de débattre en comité des sujets qui concernent le contrôle des dépenses par le Parlement; nous ne vous laisserons pas dire un mot de plus touchant ce droit, en vertu de la disposition relative à la paix, à l'ordre et à la bonne administration que nous prétendons avoir d'être indépendant du Parlement et de légiférer à notre guise, que le Parlement soit en session ou non. Il s'est servi de l'arme de la clôture deux fois au cours d'un bref débat..."

C'était un assez long débat, s'il faut en juger par ce débat-ci.

...afin de mettre fin à toute discussion sur la question la plus importante dont ait été saisi le Parlement depuis la formation de ce ministère.

Je tiens à le signaler, la motion de clôture que le ministre du Commerce a annoncée cet après-midi met un terme à un débat sur la plus importante question qui se soit posée du point de vue de l'indépendance économique du Canada depuis que ce ministère existe. A mon avis, il n'y a pas lieu d'en douter. Cette tentative aujourd'hui de recourir à la clôture avant que le débat ait été amorcé, au moment où il était lancé, est quelque chose qu'à mon sens la population du Canada n'acceptera pas. Dans cette institution parlementaire, l'opposition, oui, les simples députés à la Chambre, ont une tâche à remplir. Ils ont la tâche de scruter toutes les propositions du Gouvernement et de recourir à tous les moyens, y compris ceux que leur fournit la procédure parlementaire, pour provoquer un débat approprié et suffisamment prolongé. C'est ce que nous nous efforçons de faire depuis quelque temps.

Une voix: Oh, non.

M. Coldwell: C'est ce que nous avons essayé de faire dernièrement et nous sommes parfaitement en droit d'agir ainsi. Je me permettrai de dire que j'ai pris connaissance des débats qui ont eu lieu de 1930 à 1935, et ce que l'opposition a fait au gouvernement actuel, aujourd'hui, les derniers mois et les dernières années, n'est rien en comparaison de la façon dont le parti libéral a agi envers le gouvernement du jour entre 1930 et 1935. Qu'on ne s'y trompe pas: j'ai consulté le hansard.

Une voix: C'était une bonne opposition.

M. Stewart (Winnipeg-Nord): Vous ne semblez pas aimer vos propres remèdes.

M. Coldwell: Je vois qu'il y a, en face, des ministres qui étaient là à l'époque et qui rient sous cape en se rappelant de ce qui s'est passé alors.

Une voix: Vous ne rirez pas quand nous aurons fini.

M. Coldwell: Où en sommes-nous dans la discussion de cette entreprise? Comme l'a déjà dit ce soir le chef de l'opposition, quand la société en cause s'est présentée, à la Chambre et au peuple de notre pays, qu'a-t-elle eu à dire? Elle a déclaré être prête à aménager un pipe-line tout canadien et à utiliser le gaz dans l'intérêt des villes et agglomérations canadiennes. J'ai ici la brochure que la société a publiée alors, et abstraction faite de ce que les représentants de la société ont